

turels. Il suffit de mentionner à cet égard les pays d'Afrique victimes de la sécheresse, dont le Mali, le Tchad, le Niger, la Haute-Volta et l'Éthiopie. Entre ces deux extrêmes se trouvent des pays d'une grande diversité de conditions, dont quelques petits exportateurs de pétrole, qui ont touché des profits, et d'autres qui, sans faire d'exportation, produisent une bonne partie du pétrole dont ils ont besoin. Dans certains pays le pétrole ne représente qu'une faible proportion des importations globales et n'est guère un élément important de la vie économique, tandis que dans d'autres les fortes importations de pétrole devront être réduites à défaut d'aide ou d'autre traitement de faveur. Par surcroît, les prix de bien d'autres matières premières ont grimpé, avantageant quelques pays mais en éprouvant durement d'autres, car il ne faut pas oublier que les pays moins développés, particulièrement ceux qui sont sur la voie d'une importante industrialisation sont eux-mêmes importateurs d'une quantité de matières premières. Certains des pays les plus peuplés sont aussi grands importateurs de denrées alimentaires, et les prix des céréales, des huiles comestibles et d'autres aliments ont également monté en flèche. De sorte que de nombreux pays ont été secoués à plus d'une reprise depuis quelques années par la montée des prix non seulement du pétrole et des produits à base de pétrole, notamment les engrais, mais aussi d'autres matières premières ainsi que des aliments. L'Inde, le Bangladesh et le Sri Lanka sont peut-être les plus durement éprouvés à cet égard. Étant donné l'importance de leurs populations, les deux premiers contribuent dans une large mesure à la totalité du problème financier auquel le Tiers monde est en proie.

“Retour” des recettes

Voilà qui suffit peut-être à démontrer la difficulté de tirer des conclusions générales au sujet de l'effet de la hausse des prix du pétrole sur le Tiers monde. Il n'en demeure pas moins que certains pays vont être aux prises avec de graves difficultés et qu'ils auront besoin d'aide extérieure pour financer même le minimum d'importations de pétrole dont ils ont besoin pour prévenir les pires conséquences économiques. Les pays exportateurs peuvent les aider à cet égard, et le feront probablement, soit par le moyen de subventions et de prêts à faible taux d'intérêt soit en fournissant le pétrole dans certains cas à des conditions de faveur. Les programmes d'aide des pays industrialisés vont sans doute être révisés à la lumière de ces nouveaux besoins. Néanmoins, le problème que pose le paie-

ment des importations de pétrole ne pourra probablement être résolu que par la remise aux pays importateurs les moins développés d'une partie des revenus non dépensés que les pays exportateurs détiennent dans les pays développés.

Vu que les exportateurs de pétrole ne parviendront pas avant très longtemps à dépenser même la majeure partie des crédits internationaux que leur rapporte le pétrole, il se pourrait que les pays importateurs dans l'ensemble ne soient pas appelés à solder leurs comptes avant la fin du siècle tout au moins. L'aide du type envisagé pour redresser la balance des paiements des pays pauvres pourrait donc se répartir sur une période d'égale durée.

Coûts majorés de l'énergie

Quels que soient les avantages consentis aux pays pauvres pour les aider à payer le pétrole qu'ils importent, tous devront à bref délai ajuster leur économie à la majoration des prix de l'énergie. On ne sait pas encore à quel niveau le prix du pétrole va se stabiliser prochainement, mais il est probable qu'il restera plus élevé que durant les années 1960. Les rajustements à l'échelle voulue retarderont presque certainement le rythme du développement dans la plupart des pays et leur imposeront à tous des coûts supplémentaires. Il est donc souhaitable que l'aide internationale vienne leur faciliter cette transition ainsi que le processus de rajustement, mais il serait malheureux que l'on emploie cette aide pour permettre aux pays en voie de développement de maintenir, sur le marché intérieur, un prix inférieur au cours international des produits du pétrole. Les prix des produits nationaux (et par conséquent d'autres sources d'énergie concurrentielles aussi) doivent être libres d'augmenter, de manière à indiquer que l'économie doit payer plus cher ses importations. Si les prix internationaux demeurent très élevés, les prix nationaux devront subir une hausse considérable, bien que la rapidité de cette hausse, et par conséquent des rajustements économiques qui s'imposent, puisse être atténuée grâce au financement de l'extérieur. La modification des prix relatifs affectera diverses industries de façons différentes, mais elle aura sûrement pour effet d'augmenter les coûts de production dans l'industrie, l'agriculture et le transport. Il se produira donc une forte poussée visant à réduire la consommation de pétrole.

Dans beaucoup de pays, y compris les moins développés, on réussira assez tôt et sans répercussions sérieuses à réduire dans une certaine mesure la consommation de pétrole par unité de rendement, en adop-